

Communiqué de presse

Mardi 28 juillet 2026

La mobilisation associative doit s'amplifier face au recul des politiques de solidarité

La Fédération des acteurs de la solidarité (FAS) salue la mobilisation des salariés et de la gouvernance du Samusocial de Paris face aux **réductions de places d'hébergement décidées par le Gouvernement** en pleine période de canicule, alors que **trop de personnes demeurent sans solution d'hébergement**. Elle se félicite également du dialogue social engagé au sein du Samusocial de Paris autour des conditions de travail des salariés.

Comme elle l'a rappelé au ministre de la Ville et du Logement, Vincent Jeanbrun, le 9 juillet dernier, la FAS dénonce **la réduction en cours des crédits publics consacrés à l'hébergement d'urgence**. Si ces arbitrages sont maintenus, ils conduiront à **la suppression de 10 000 places d'hébergement** sur l'ensemble du territoire d'ici la fin de l'année, dont une part importante en Île-de-France.

Le recul des financements publics compromet directement les conditions de survie des personnes à la rue. Elle contribue à une nette dégradation de la situation financière des associations, **dont une sur trois est menacée de disparition**, les privant de toute marge de manœuvre financière. À l'image du Samusocial de Paris, les associations de solidarité, à but non lucratif et financées intégralement par des crédits publics, voient leurs capacités d'action se dégrader fortement, au détriment des personnes concernées, mais aussi des salariés, des directions et des gouvernances confrontées à des impasses de plus en plus difficiles à surmonter.

Dans ces conditions, la Fédération des acteurs de la solidarité **demande une nouvelle fois au Gouvernement de revenir sur les décisions budgétaires actuellement mises en œuvre et de garantir les moyens nécessaires à la continuité des missions d'hébergement et d'accompagnement.**

Elle appelle l'ensemble des associations de solidarité, avec les acteurs de la santé, du soin et du secteur social, à préparer activement **une mobilisation des salariés, des gouvernances et des citoyens le 16 octobre 2026.**

Cette mobilisation nationale doit permettre d'alerter sur le recul sans précédent des politiques de solidarité et sur ses conséquences pour les personnes concernées, les associations, les professionnels et, plus largement, **pour la cohésion sociale.**